



RÉGION ACADÉMIQUE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Annexe 10

DEMANDE DE MISE EN DISPONIBILITE pendant l'année scolaire 2020-2021

- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.
- Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
- Décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;
- Décret n° 2019-234 du 27 mars 2019 modifiant certaines conditions de la disponibilité dans la fonction publique ;
- Arrêté du 14 juin 2019 fixant la liste des pièces justificatives permettant au fonctionnaire exerçant une activité professionnelle en position de disponibilité de conserver ses droits à l'avancement dans la fonction publique de l'État.

Nom.....Prénoms.....
Etablissement.....

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance ma mise en disponibilité,
À compter duau pour le motif ci-après :
(Il est vivement souhaitable, dans l'intérêt du service, que les demandes de mise en disponibilité soient formulées pour prendre effet au début de l'année scolaire. Les personnels qui sollicitent une mise en disponibilité en cours d'année scolaire, devront, sauf cas de force majeure que l'administration appréciera, déposer leur demande trois mois au minimum avant la date d'effet de la disponibilité.)

/ / a) Elever un enfant de moins de huit ans ou atteint d'une infirmité exigeant des soins continus (3 ans maximum renouvelables jusqu'à 8 ans de l'enfant – de droit).

/ / b) Soins à donner au conjoint, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave (3 ans maximum renouvelables tant que la présence d'une tierce personne est justifiée – de droit).

/ / c) Suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire (3 ans maximum renouvelable sans limitation – de droit).

/ / d) Convenances personnelles (5 ans maximum renouvelable dans la limite de 10 ans pour toute la carrière à condition de réintégrer la fonction publique au moins 18 mois, au plus tard à la fin d'une période de 5 ans – sous réserve des nécessités de service).

/ / e) Études ou recherches présentant un intérêt général (3 ans renouvelable une fois soit un total de 6 ans maximum - sous réserve des nécessités de service).

/ / f) Créer ou reprendre une entreprise (2 ans maximum non renouvelable – sous réserve des nécessités de service -).

/ / g) Mandat d'élu local (durée du mandat électif – de droit).



2/2

Le fonctionnaire placé en **position de disponibilité** (article 51 de la loi 84-16) pour **élever un enfant ou en position de congé parental** (article 54 de la loi n° 84-16), conserve ses droits à avancement d'échelon et de grade dans la limite de 5 ans. Ces mesures seront applicables dès qu'un décret en Conseil d'État en précisera les conditions d'application.

Point d'attention : avancement des agents en disponibilité

De nouvelles dispositions concernent la disponibilité dans la fonction publique [11].

L'article 51 de la loi 84-16 prévoit désormais, que le fonctionnaire placé en position de **disponibilité pour exercer une activité professionnelle**, conserve ses droits à avancement d'échelon et de grade dans la limite de cinq ans. Cette période est assimilée à des services effectifs dans le corps.

Les activités professionnelles concernées sont toutes les activités lucratives, salariées ou indépendantes exercées à temps complet ou à temps partiel et qui :

1° pour une **activité salariée**, correspond à une quotité de travail minimum de 600 heures par an ;

2° pour une **activité indépendante**, a procuré un revenu soumis à cotisation sociale dont le montant brut annuel est au moins égal au salaire brut annuel permettant de valider quatre trimestres d'assurance vieillesse.

Sont notamment concernées les activités exercées en qualité d'auto entrepreneur ou dans le cadre d'une micro entreprise.

Dans la situation particulière de la disponibilité pour reprendre une entreprise, le maintien des droits à l'avancement ne nécessite de justifier d'aucune condition de revenu ni de quotité de travail. Le fonctionnaire doit simplement justifier de la réalité de la création ou de la reprise d'entreprise.

Le fonctionnaire en disponibilité pour exercer une activité professionnelle doit chaque année **justifier de ladite activité s'il veut pouvoir bénéficier du maintien de ses droits à l'avancement. L'arrêté du 14 juin 2019 fixe la liste des pièces justificatives à fournir au plus tard le 31 mai de chaque année suivant le 1er jour de son placement en disponibilité.**

Pièces jointes :

- copie du livret de famille (cas prévus aux paragraphes a et b)
- certificat médical délivré par médecin assermenté (cas prévus au paragraphe b)
- certificat de travail du conjoint (cas prévu au paragraphe c)
- toute pièce justifiant du motif de la demande (cas prévus aux paragraphes e, f et g)

Fait Le.....
Signature

Avis du chef d'établissement ou de service

☐ Favorable

☐ Défavorable

Fait à Le.....
Signature